

Triple fugue en sic majeur: une composition libre autour de marqueurs terminologiques de la discipline

Bertrand Cabedoche

Professeur en sciences de l'information et de la communication, chercheur au Gresec (*Groupe de Recherche sur les enjeux de la communication*) et responsable de la Chaire Unesco en communication internationale, Université de Grenoble, France et *Orbicom*.

Courriel : bertrand.cabedoche@u-grenoble3.fr

Résumé : "Toute querelle idéologique renvoie à une querelle idéologique". En rappelant la fameuse clairvoyance développée par Régis Debray il y a quelque quarante années, le présent article entend alerter sur le fait que pour véritablement convoquer les enjeux théoriques liés aux problématiques contemporaines dans le champ des sciences de l'information et de la communication, il est fondamental, quel que soit le terrain d'application, de procéder à un débroussaillage terminologique des notions et concepts mobilisés. En particulier, s'agissant des termes *citoyenneté*, *communication* et *globalisation*, l'exercice se présente indispensable. Il permet ainsi de confondre la convocation d'une supposée "*société de l'information*" dont la plupart des acteurs sociaux se gargarisent, sans distanciation aucune, aboutissant à une profusion dangereuse et illusoire des lectures marquées de déterminisme technologique.

Mots clés : communication, citoyenneté, globalisation

Abstract :

*Every terminological debate is significant of an ideological location, Régis Debray spoke forty years ago. Such a famous and clairvoyant remark justifies the fact, discussed in this paper, that to examine stakes and contemporary theoretical locations connected to concepts mobilised in communication sciences and media studies, an etymological and historical clarification appears absolutely indispensable, what ever is the elected application field. Particularly, as regards the terms *Citizenship*, *communication* and *globalization*, the exercise is essential. It allows to confuse the use to the so-called "*society of information*", to most social actors like to refer, without any distance. The result : the illusory and dangerous abundance of speeches representing a technological determinism.*

En musicologie, la “*fugue*” consacre une forme de composition à plusieurs parties, entièrement basée sur le principe de l'imitation et dans laquelle un thème principal du sujet, et un ou plusieurs thèmes secondaires, ou contre-sujets, semblent fuir sans cesse de voix en voix. La métaphore s'applique parfaitement, s'agissant de retracer la généalogie de références considérées comme des marqueurs d'une discipline en sciences humaines. Précisément, les sciences de l'information et de la communication (SIC) semblent aujourd'hui avoir dépassé la phase de l'émergence jusque-là particulièrement délicate sur le terrain des sciences humaines et sociales, avec tout ce que l'acte de naissance et les premiers pas hésitants avaient pu justifier d'interrogations : relatif isolement des chercheurs ; objets de recherche encore mal connus, voire méprisés dans les sciences de l'ingénierie, géographies institutionnelles hétérogènes selon les pays ; visibilité du projet systématiquement conduit à prouver sa distanciation par rapport aux enseignements réduits à l'apprentissage technique et aux méta-discours auto-légitimants des praticiens ; autonomie disciplinaire... (Jeanneret).

Même si la question de son repérage ne se fait pas de manière encore totalement et surtout pas définitivement assurée (Boure, Olivesi), la discipline entame aujourd'hui en France une phase de maturité, reconnue lors du dernier congrès de la *Société Française des Sciences de l'Information et de la Communication*, tenu en juin 2008 à Compiègne (le lieu choisi était symbolique, en hommage au congrès fondateur de 1978 dans ce même lieu). Depuis cette institutionnalisation disciplinaire en France, plus de trente années de recherches, communications, publications, encouragées par des temporalités constituantes voisines à l'étranger, permettent aujourd'hui de mieux assurer la visibilité de ce *bien commun* auquel se réfèrent des chercheurs de plus en plus nombreux et d'envisager la mise en œuvre de cartographies tant de l'*institutionnalisation sociale* que de l'*institutionnalisation cognitive* de la jeune discipline (Boure). C'est à ce dernier niveau que nous voudrions ajouter une contribution, après avoir esquissé le programme *Mapping communication* en tant que membre de l'executive board de l'*European Communication research and Education Association* (ECREA). Cette dimension conduit à interpellier les principaux paradigmes, écoles, concepts, références, méthodologies, champs et généalogies partagées et co-structurées, au-delà des frontières.

L'actuelle contribution⁽¹⁾ vise à débroussailler des convocations terminologiques régulièrement convoquées dans le champ des sciences de l'information, même si la généalogie qu'elle suppose ouvre inévitablement à d'autres disciplines, compte-tenu de cette dimension transdisciplinaire constitutive de l'approche et de sa dimension historique puisant dans un fonds théorique antérieur à l'acte de naissance des SIC, donc nécessairement polyphonique. Par ailleurs, le savoir ainsi construit, visant à l'instar de l'ensemble des sciences humaines et sociales à identifier des mécanismes plutôt qu'à définir des lois comme en sciences exactes, se présente non-cumulatif, au sens où des énoncés anciens peuvent parfaitement cohabiter, juxtaposés à des énoncés plus récents, sans devoir systématiquement s'effacer.

Autant dire que tout débroussaillage terminologique ne peut se faire que dans une convocation de nature à la fois diachronique et synchronique, s'agissant de repérer quelques marqueurs dominants de la discipline, à la manière de travaux déjà entrepris sur le terrain du repérage des termes *culture* et *civilisation*, par exemple (Bénéton). C'est ce pari, difficile, que le présent article se propose de relever, à partir du choix, non exclusif, de trois références terminologiques particulièrement signifiantes dans les débats contemporains à l'échelle

internationale : *citoyenneté*, *globalisation* et *communication*. L'ambition oblige à des repérages suffisamment structurants pour identifier les principaux enjeux théoriques, voire épistémologiques que toute réflexion sur la discipline doit nécessairement porter. Ainsi, pour prolonger la métaphore musicologique, notre (re)composition correspond bien à la *fugue*, par définition porteuse d'un héritage partant du *canon*, auquel, à l'issue d'une longue préparation historique et sous la contrainte d'un plan général qui se veut à peu près immuable, le genre musical a ajouté un style plus riche, ouvrant à des possibilités d'invention illimitées. Œuvrant à reconstituer le maillage de trois convocations terminologiques parmi d'autres, notre exercice peut même justifier l'analogie avec la *triple fugue*, à partir de laquelle des sujets, apparemment nouveaux lorsqu'ils sont exposés seuls, se présentent en réalité en tant que contre-sujets supplémentaires, écrits en contrepoint renversable à trois voix (ou plus), pour s'intégrer dans la polyphonie déjà constituée par les sujets et contresujets entendus précédemment (2).

Sans prendre à la lettre l'affirmation provocatrice énoncée autrefois par Régis Debray selon laquelle « *toute querelle idéologique relève[rait] d'un positionnement idéologique* », nous devons nécessairement rappeler qu'une convocation terminologique n'est jamais totalement innocente d'inscription théorique, explicite ou sous-jacente, voire masquée, parfois inconsciente ou, au contraire, clairement assumée. Pareil constat justifie pleinement l'exercice de débroussaillage, susceptible de révéler des enjeux contemporains sur les plans conceptuel, théorique, paradigmatique, voire disciplinaire.

I – *Citoyenneté, globalisation, communication* : un repérage terminologique et théorique selon une perspective historique

***Citoyenneté*, un concept d'abord construit sous le signe de l'exclusion**

Historiquement, il peut être intéressant de relever que *Citoyenneté* recouvre une appellation créée originellement pour exclure. Dans la démocratie athénienne, avant de contribuer à la définition de droits et de devoirs, l'expression *Citoyenneté* s'inscrit d'abord dans les limites du *démos*, balisée par la détermination de *non-citoyens*. Les esclaves et les femmes sont ainsi respectivement considérés en tant qu'éternelles minorités - de la même façon que les métèques - lesquels de ce fait sont tous exclus de la communauté politique, comme il est alors habituel dans la plupart des cités grecques. En tant que référence aux démocraties contemporaines et eu égard au traitement accordé aux métèques, la cité athénienne se présente comme une forme de protectionnisme, voire d'ostracisme vis-à-vis du reste du monde. Certes, au siècle de Périclès, de nombreux « *étrangers* » peuplent Athènes, provenant de tous les coins de Grèce, principalement d'Ionie. Mais aussi bien Aristophanes que Platon témoignent d'une véritable obsession anxiogène vis-à-vis de leur présence *intra muros* et parallèlement du laxisme de la Cité, abusivement tolérante selon eux quand les migrants se présentent trop nombreux. Un métèque (*metoikos*) est alors considéré comme « *celui qui vit avec nous* », mais pas comme « *celui qui est ce que nous sommes* ». Il vit, travaille, se marie, s'installe, commerce et peut s'enrichir, mais aucun de ces critères intégrationnistes ne lui donne droit de citoyenneté. Vivant en Attica, tout étranger doit être enregistré comme tel et, comme tel, n'a pas le droit par exemple d'épouser une Athénienne. Il a le devoir de payer impôts et taxes, mais il ne peut devenir

propriétaire d'une terre. Ainsi s'explique que de nombreux métèques soient devenus artisan, ou commerçant.

Cette représentation n'est pas exclusive à la Grèce antique. Les exemples pullulent dans l'histoire. Par exemple, avec la dynastie Ming et s'étendant sur plus de 1 500 miles de la province de Kansu jusqu'à la Mer Jaune au nord de Pékin, la *Grande Muraille de Chine* est érigée en 210 comme protection contre les invasions nomades. Plus tard, la peur des Barbares se prolonge dans cette Europe, attelée à la construction de l'État-nation. La dynamique de mise en place de l'État à l'échelle de la nation pousse à la totalisation de la vie sociale au sein de communautés fermées.

L'Europe exporte bientôt cette conception de la nation dans le monde à partir du XV^e siècle, depuis Manuel 1^e, roi du Portugal, lequel en 1499 choisit d'ajouter à son titre *Seigneur de la conquête, de la navigation et des affaires en Éthiopie, Perse, Arabie et Inde*. Le vocabulaire commence à s'affranchir des frontières avec la création linguistique du terme *Civilisation* (au singulier), dont les caractéristiques sont d'abord d'être considérée comme incarnée, conquérante et prosélite : *incarnée* permet d'identifier la *Civilisation* en Europe (et plus tard, en « Occident »); *conquérante* conforte l'équivalence terminologique *Civilisation* et *Progrès*; *prosélite* renvoie au « *devoir de civilisation* » pour ceux qui se présentent avec cette chance d'être *civilisés*, et dont l'aide doit profiter à ceux qui ne sont pas encore *civilisés* (Bénéton : 36-37).

Pour autant, le terme *esclave* est alors utilisé avec une connotation figée, sur des fondements ethniques et raciaux, qui n'existaient pas initialement dans la Cité athénienne. Effectivement, en Grèce, il n'y avait pas de fossé infranchissable entre le statut d'*homme libre* et celui d'*esclave* : on pouvait très bien être reconnu *libre* et *citoyen* à l'intérieur de la Cité, mais être vendu dans une autre, en fonction de ses propres revers de fortune ou de condamnations pénales pour dette ou fraude. À partir d'un statut initial d'*esclave*, on pouvait aussi devenir métèque. Ce n'est que si on était *Barbare* qu'il était impossible à terme de devenir *citoyen*. Au contraire, la société coloniale se présente désormais comme une *société esclavagiste*, et non plus seulement une *société avec des esclaves*, laquelle n'offre pas de lien indispensable entre ce statut et le système économique et social. Au contraire, dans la société esclavagiste, l'esclavage joue un rôle fondamental dans le développement sociétal et il détermine radicalement l'identité sociale et pas seulement statutaire.

Ainsi, penser le monde à l'époque coloniale libère seulement deux options, à partir d'un constat général concernant le fonctionnement psychosocial de l'individu : l'Être humain tend initialement à considérer ses propres représentations identitaire, conceptuelle et morale comme justes et universellement partagées. Son intuition d'une inconfortable rupture avec le *bon sens* (c'est-à-dire le sien) le pousse au déni de la différence. Par exemple, le Vatican estime d'abord que reconnaître la différence consiste à élever l'Homme en tant que centre de l'Univers, au lieu de Dieu, alors que celui-ci a créé l'humain semblable à son image. *L'Autre* ne peut alors qu'être exclu de la communauté universelle (« *les Indiens n'ont pas d'âme* »), ou mélangé et dissous dans la supposée communion des êtres humains.

La première conception, holiste, se présente avec le rejet absolu de la différence : l'Humanité devient la communauté des « *Nous* ». Ainsi, ce qui est différent n'est pas humain et autorise un traitement non-humain.

La seconde option apparaît au *Siècle des Lumières*, avant que la Révolution française n'ouvre l'Europe à la *Citoyenneté*, pensée en termes universels. La démarche consiste alors à assumer sa propre existence tout en reconnaissant

l'*Autre* dans le même élan. Mais cet *Autre* ne peut se présenter que dans sa potentialité vers une symbiotique intégration : pour continuer à exister, il doit symboliquement porter les valeurs du groupe. Ceci explique pourquoi les *philosophes des Lumières* écrivent avec une plume si métaphysique, réfugiée dans l'abstraction (*la liberté, l'égalité, la fraternité...*), précisément parce que cette dimension renvoie à l'*Universalité* : reconnaître la différence eût été agir contre le *sens de l'Histoire*, qui précisément œuvre dans le sens de l'éradication de la *différence*, associée à la *disparité* (Wieviorka, Ohana : 7-14). À partir de là, la *Révolution française* déroule ses propres conclusions, avec cette prétention d'exemplarité qui la caractérise. La *Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen* est exprimée en termes universaux. L'article 1 découle directement du droit naturel, consacrant le principe de l'*Égalité* : les *Citoyens* naissent égaux en droit, et ils conservent ensuite cet état d'égaux, ce droit étant considéré comme inaliénable et imprescriptible. Politiquement fondamental car il signifie expressément la fin de l'*Ancien Régime*, cette référence constitue également un principe général du droit. L'*Égalité* consacre cette idée philosophique à partir de laquelle sont déclinés tous les autres droits, c'est-à-dire *la liberté politique, la séparation des pouvoirs, la liberté de faire pour le commerce et l'industrie, l'abolition des privilèges*, comme toute une série d'autres droits fondamentaux. Cette dimension universelle débouche sur l'abolition de l'esclavage : c'est en effet le 4 février 1794 que la Convention vote cette abolition sur tout l'ensemble de l'Empire français.

Pour autant, l'économique reprend sa revanche sur le droit : la nature esclavagiste de la société antérieure explique la résurgence de ce régime ségrégationniste, constitutif de l'avantage économique de l'entreprise coloniale. Après avoir été ainsi rétabli par Napoléon Bonaparte en 1802, l'esclavage ne disparaît en France finalement qu'en 1848, après le combat acharné de Victor Schœlcher, soit après l'Angleterre, l'Empire Ottoman et la Suède (Jennings).

L'achèvement de l'œuvre révolutionnaire se poursuit pendant le XIX^e siècle, dans le sens de l'extension de la *Citoyenneté* à tout l'Univers. Le travail de Claude-Henri de Saint-Simon est significatif de cette réflexion à partir d'une question politique : pourquoi les principes de cette *Révolution française* ne se sont pas incarnés totalement dans la construction de la société post-révolutionnaire ? Comment rendre effectif ce système social auquel la Révolution était pourtant censée aboutir ? Pour y répondre, Saint-Simon structure alors sa pensée à partir d'un rejet fondamental de la représentation économique du monde d'Adam Smith, laquelle conduit à un élargissement de l'écart entre pauvres et riches. Sa propre conception vise au contraire à organiser une transition (le « *Nouveau christianisme* »), pour autoriser cette fois l'avènement à la surface de la planète d'une authentique *société citoyenne*. Le visionnaire imagine à cet effet un mode de management du monde, structuré au sommet par une « *Association universelle des savants et des entrepreneurs* », plutôt que l'actuelle transition bricolée par les métaphysiciens et les juristes. Là, en ce normativisme contemporain réside fondamentalement le blocage de la société en marche vers l'« *âge industriel* », c'est-à-dire le *Progrès* (Musso).

La *République Universelle* est née. Mais le principe de l'*Égalité* conduit alors au « *nivellement citoyen* » au début du XX^e siècle. Alors, le terme *nivellement* (entendu comme synonyme d'*uniformisation*) est assumé de manière positive, avant-gardiste, en référence au symbolisme du *niveau*, un des attributs de la déesse *Philosophie*, emblème du culte de la *Raison* et qui avait déjà justifié l'adoption du système métrique. Cette référence au *niveau*, en tant qu'outil, devient caractéristique de l'« *égalitarisme citoyen* », de « *l'esprit universaliste* ».

C'est à partir de cette légitimité que déjà, l'Abbé Grégoire avait appelé à lutter contre les expressions locales de l'*Identité* et les dialectes régionaux, considérés comme autant de relents de féodalisme, auquel il fallait imposer la généralisation de la langue française sur tout le territoire. C'est à nouveau à partir de cette référence que le prix Noël de littérature Anatole France (1844-1924) et le ministre français Émile Combe (1835-1921) attribuent à l'*École républicaine* du début du XX^e siècle la mission d'écraser les « *adhérences psychologiques, culturelles et sociales* » : tolérer la moindre différence, quelle qu'elle soit (culturelle, ethnique, religieuse, sociale...) revient une fois de plus à travailler contre le « *sens de l'Histoire* », c'est-à-dire contre l'*Égalité*.

Cette réflexion sur la *Citoyenneté* explique parallèlement les orientations des recherches et théories des pionniers d'une discipline en devenir : les Sciences de l'Information et de la Communication. Les premiers travaux se focalisent sur le phénomène de la *foule*. Déjà, en juin 1791, la première Constitution française et la loi *Le Chapelier* avaient interdit tout rassemblement ouvrier et tout regroupement de quelque organisation professionnelle, en raison d'une représentation de tout collectif en tant que danger potentiel pour l'expression de la libre volonté du *Citoyen*. À la charnière des XIX^e et XX^e siècles, critiquer la « *psychologie des foules* » devient le discours dans le ton de l'époque. Alexis de Tocqueville vient de pourfendre le nivellement, lu comme la « *tyrannie de la majorité et des médiocres* » dans la construction de l'opinion publique. La *suggestion*, la *contagion mentale*, l'*hallucination* deviennent alors des concepts-clés, inspirés par les travaux de l'aliéniste Jean-Martin Charcot. Ainsi, pour le Français Gustave Le Bon, comme pour l'Italien Scipio Sighele, l'*âge des foules* caractérise aujourd'hui celui des collectifs, irresponsables, irraisonnables, somnambules, désarticulés sous l'effet des fermentations psychologiques et subissant l'influence néfaste de manipulateurs, leaders parfaitement identifiables : hommes politiques mais aussi journalistes, syndicalistes... réduisent le *Citoyen* à un automate, sans plus aucun libre arbitre.

Le *positivisme* d'Auguste Comte aide à comprendre comment la *Citoyenneté* doit alors être lue, à partir d'une perspective historique linéaire. Au départ, une première étape, *théologique* caractérise l'attitude de l'être humain cherchant à expliquer le monde à partir de fictions, soit en attribuant une intentionnalité aux choses (*fétichisme*), soit en convoquant de supposées créatures surnaturelles (*polythéisme*), ou en ayant recours à Dieu en tant que référence explicative exclusive (*monothéisme*). Telle est la condition de l'*être-enfant*, mai aussi des *peuples-enfant*, des *cultures-enfant*, des *nations-enfant*. Une seconde étape, *métaphysique*, désigne la condition de l'être humain, expliquant le monde à partir de principes généraux abstraits : la *Nature*, pour Spinoza ; le *Géométrie*, pour Descartes ; la *Matière*, pour Diderot ; la *Rationalité* pour les *Philosophes des Lumières*. Cet état correspond à celui de l'adolescence, dont témoignent l'*être-adolescent*, les *peuples-adolescent*, les *cultures-adolescent*, les *nations-adolescent*. La dernière étape est qualifiée de *positiviste*, celle où l'esprit positif travaille à expliquer le monde sans demander pourquoi, mais en scrutant rigoureusement les faits et seulement les faits. L'expérimentation de la réalité force à délaisser le discours spéculatif. Le *Savoir* naît de cette observation de la *Réalité*, à partir de méthodes scientifiques. Telle est la condition de l'*être-adulte*, des *peuples-adulte*, des *cultures-adulte*, des *nations-adulte*. Cette lecture explique – et légitime – l'idée d'un devoir de prosélytisme des nations faisant déjà preuve de cet esprit rationnel et fournit avec opportunité les arguments à la lutte contre les spécificités culturelles, consignées comme autant de « *barrages des mythes* » contre la *Science*. L'œuvre de civilisation s'engage autant outre-mer qu'au sein de la métropole : le « *peuple noir* », à réformer, désigne aussi le Breton : "*Il n'est*

pas de meilleurs chrétiens que cette crapule de Bretagne ; il n'en est pas de plus réfractaire à la civilisation. Idolâtre, fesse-mathieu, lâche, sournois, alcoolique et patriote, le cagot armoricain ne mange pas, il se repaît ; il ne boit pas, il se saoule ; ne se lave pas, il se frotte de graisse ; ne raisonne pas, il prie, et, porté par la prière, tombe au dernier degré de l'abjection. C'est le nègre de la France, cher aux noirs ensoutanés qui dépouillent à son bénéfice les véritables miséreux." (3).

Pareille perspective introduit le second concept : *Globalisation*.

Globalisation, un héritage des représentations des relations internationales au XX^e siècle

Avant la Première guerre mondiale, la dimension internationale ouvre l'*Homme civilisé* à l'*Universalisme*, considéré désormais comme une valeur positive. Au-delà des réflexions nationaliste et ethnicisante, une pensée mondiale s'élabore, nourrie des récits de voyages et des expositions universelles, ces dernières ayant été initiées au milieu du XIX^e siècle. Le Belge Paul Otlet est alors convaincu qu'une mise en réseau de l'ensemble des bibliothèques à la surface de la planète est en mesure d'aboutir à la rédaction du « *Livre universel du Savoir* », fondation de la *Cité mondiale*. Otlet fonde alors en 1912 la revue *La Vie internationale* avec son compatriote Henri La Fontaine, prix Nobel de la Paix.

Après la Première guerre mondiale, la réflexion dominante émigre aux Etats-Unis. La *Sociologie du développement* prépare les peuples et nations « *en retard* » à la *Modernisation*. Le président Truman popularise le couple-opposition *Développement/Sous-développement* en 1947 pour combattre contre la *Pauvreté* qui nourrit le communisme. Sa légitimation théorique renvoie à la conception politique des étapes de la croissance, modélisée par Walt W. Rostow, aussi linéaire que ne l'avait été auparavant la théorie *des trois états*, enfant-adolescent-adulte, d'Auguste Comte. Pour atteindre l'étape du décollage (*take-off*), les anciens peuples colonisés doivent donc observer l'exemple des Pays développés, jusqu'au modèle de la *Société de consommation*, incarnée par les Etats-Unis. L'expression *Modernisation du Monde* consacre alors une conception *diffusionniste* : le transfert de l'innovation du sommet à la base (Rogers, 1962 et 1976), depuis les pôles développés jusqu'aux *pays en retard*, comme l'enseigne Rostow (Rostow). Alors, les acteurs sociaux prennent l'habitude de parler de l'« *occidentalisation du monde* ».

La firme internationale devient ainsi l'acteur principal pour le développement. Devenue multinationale dans les années soixante, l'entreprise contemporaine renouvelle la prescription : « *ce qui est bon pour Ford est bon pour le monde* ». Désormais, le terme *Globalisation* est convoqué, désignant le projet de construction d'un espace homogène de normes juridiques et comportementales, de standards de compétition, de lois de profitabilité à l'échelle du globe terrestre. Les décisions avisées des managers se laissent découvrir rationnelles, universelles, déterritorialisées et déconnectées des freins culturels et locaux. La *Communication* devient le langage *intramuros* et l'anglais le langage *extramuros* autour de ces standards, sans que la question des fondements de pareilles élections référentielles n'ait été jamais abordée.

Dans le même temps, derrière *Globalisation* se profile une autre convocation terminologique, éminemment politique : *Dérégulation*. À partir de 1984 en effet, les pressions se sont accrues en faveur de la libéralisation des *Systèmes* et *Industries d'information et de communication*. Le pouvoir de l'autorité publique sur l'économie est dénoncé comme obstacle au développement. Le marché devient le *global marketplace*. Les signes en sont de plus en plus visibles : concentration

des firmes ; domination des logiques et pouvoirs financiers ; informatisation du management à l'échelle d'un *market-universe* (économie-monde).

Penser *Global* devient alors une théorie à la mode, *fashionable*, tandis que *National* et *Local* se retrouvent disqualifiés. Les différences issues des spécificités et structures culturelles sont rétrogradées au rang de vestiges du passé : les désirs et comportements des peuples évoluent dans la même direction ; quel que soit le lieu, les consommations consacrent des produits devenus planétaires : le même Coca-cola, les mêmes jeans, les mêmes films, les mêmes pizzas, les mêmes cosmétiques, les mêmes microprocesseurs (Levitt). Et les théories légitiment la référence désormais appuyée à la *global democratic marketplace*. Il est alors question de la *fin de l'histoire*, quand le modèle d'achèvement de chaque société humaine passe ainsi par l'homogénéisation du système capitaliste (Fukuyama). Il est aussi clairement signifié que c'est cette *soft integration* (par la séduction) dans le *global market* qui ouvre à la démocratie (Nye).

Les médias, en tant qu'instrument, et les Etats-Unis, en tant que lieu stratégique, sont ainsi consacrés acteurs principaux d'impulsion dans cette *soft* dynamique d'intégration. La thèse n'est en fait pas si nouvelle, repérable dès les années cinquante. Analysant les sociétés du Moyen Orient, Lerner avait fait surgir un lien constitutif entre développement et consommation : l'exposition aux médias occidentaux (Lerner). De cette continuité, à la fin du XX^e siècle, la convergence vers le même style de vie est pareillement expliquée : les consommateurs intériorisent l'univers symbolique distillé depuis la fin de la Seconde guerre mondiale par le cinéma, la publicité, les médias transnationaux, et les programmes de télévision principalement états-uniens. Les Etats-Unis sont ainsi promus comme les vecteurs d'un *Nouvel Universalisme*.

Ainsi, les Etats-Unis auraient triomphé par l'imposition de leurs représentations, traduites par le vocabulaire : *Citoyenneté* et *Globalisation* ? Pour achever l'harmonie, un troisième « *sujet* » : *Communication*, vient heureusement compléter la « *triple fugue* » et souligner la polyphonie déjà formée par les sujets et contre-sujets déjà entendus.

Communication, une référence terminologique liée au développement d'une nouvelle discipline scientifique

Rapidement, les pionniers des sciences de l'information et de la communication prennent l'habitude de convoquer simultanément *Citoyenneté*, *Développement* et *Communication*. Harold Lasswell et les *Mass Communication Research* estiment que les mass médias sont potentiellement utiles et puissants. Les citoyens et le pouvoir politique qui les représentent ont besoin des médias en tant qu'agent de propagande pour la promotion de la démocratie. Les médias jouent effectivement trois rôles essentiels pour le *governmental management* des opinions : un rôle de surveillance de l'environnement, pour y repérer les menaces potentielles pour la société démocratique ; un rôle de formation du consensus entre les différentes composantes de la société, pour offrir des réponses adaptées aux défis de cet environnement ; un rôle de transmission des valeurs sociétales et de l'héritage culturel constitutifs de la démocratie, pour ne pas avoir à refaire systématiquement l'expérience des générations précédentes (Lasswell : 37-51 ; Lippman).

Cette première approche communicationnelle doit aussi être lue en étroite relation avec le déploiement de la stratégie internationale des Etats-Unis depuis la Seconde guerre mondiale. Sur le plan méthodologique, l'attention

portée aux analyses de contenus et le développement de ces techniques dans les universités états-uniennes sont politiquement portés par l'obsession du politique à confondre la mauvaise propagande, c'est-à-dire par l'urgence à s'armer dans la bataille idéologique contre le nazisme, puis contre le communisme. Après le désastre de Pearl Harbour le 7 décembre 1941, le Département d'État imagine un dispositif complémentaire de propagande officielle radiophonique, aboutissant à la création de *Voice of America*. Plus tard, pendant les années soixante, le futur conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, recommande aux Etats-Unis d'assumer pleinement leur leadership dans la *Révolution technétronique* en cours conduisant à la *Globalisation*, en développant une même volonté propagandiste que l'ennemi (Brzezinski).

Pareille stratégie ne se présente pas aussi facile à développer au-delà des Etats-Unis, en particulier en Europe. La naissance référentielle de *Communication* s'exerce dans un contexte européen pessimiste entre les deux guerres mondiales, exprimé notamment par l'Allemand Oswald Springler et le Français Paul Valéry (1871-1945) : « *Nous, civilisations, savons maintenant que nous sommes mortelles* ». En engageant ce diagnostic vital, Paul Valéry renvoie alors à une crise de l'identité européenne, à partir d'une perte de sa traditionnelle sagesse (Valéry : 405-414). La démarche est significative d'un débat conceptuel : alors que l'auteur états-unien Boorstin arrive en Europe associant *culture populaire* et *culture de masse* (Boorstin), l'Europe marque la différence, privilégiant de nombreux autres agents comme vecteurs de socialisation (intellectuels, hommes d'églises, éducateurs, penseurs politiques, partenaires sociaux...), plutôt que les médias comme le fait l'auteur. Les auteurs européens ont alors tendance à rejeter *Communication*. La réticence correspond aussi à une critique contre l'*American way of life*. En particulier, les auteurs français contestent la modernité états-unienne, susceptible de bloquer l'évolution sociale et de contribuer à la disparition du *Savoir* (Kojève, 2000 : 436). Les critiques n'épargnent pas la recherche. Depuis l'Europe, le fonctionnalisme états-unien peut apparaître s'être lui-même dévalué par excès d'empirisme et de normativisme social. Le rejet tend bientôt à s'accroître, quand les fondations privées et le gouvernement fédéral états-uniens tentent d'imposer cette conception des sciences humaines et sociales dans la négociation liée à la mise en œuvre du *plan Marshall* (Pollak).

Durant les années soixante-dix cependant, l'entrée dans la crise économique provoque quelques retournements. Ainsi, même en Europe, les technologies de l'information et de la communication peuvent alors être présentées comme la solution vers la sortie de crise. Certes, la tension demeure à propos de *Communication*. Par exemple, *Culture populaire* est toujours faussement proposé en équivalence à *Mass culture* dans des traductions états-uniennes, avec le même malentendu que celui auquel Aragon avait été confronté lors de l'inauguration de l'UNESCO (Mattelart, 2000 : 36). Et le philosophe situationniste Guy Debord trouve toujours lecteurs assidus pour sa critique de la *société du spectacle* (Debord).

Mais le contexte est aussi défini comme celui d'une « *crise de civilisation* ». Crise de la croissance économique, ou crise des mécanismes de la gouvernance politique, la situation conduit une fois encore à la même solution : il est nécessaire d'investir dans les Nouvelles Technologies de l'Information (Minc & Nora).

En fait, l'Europe est déjà depuis longtemps préparée à adopter cette idée d'un *Nouvel âge*, désormais baptisé *société de la communication* (une *Networks society*,

pour parler comme Manuel Castells). Depuis la remarque de Jean-Jacques Rousseau, il s'agit de répondre à la question : comment répéter la démocratie athénienne quand les citoyens sont devenus aussi nombreux et lorsque la dimension territoriale de l'*agora* passe de la Cité au pays tout entier ? Une première réponse à partir d'une technologie de l'information était déjà apparue en Europe à partir de l'invention du télégraphe optique par les frères Chappe en 1791, ouvrant la voie aux utopies contemporaines : les technologies de l'information et de la communication venaient d'être consacrées comme solution pour la « *nouvelle ère démocratique* », quand bien même cette première option technique avait déçu par rapport au projet, l'Armée en ayant aussitôt confisqué l'avantage à son profit. Ainsi, pendant tout le XX^e siècle, de nombreux auteurs insistent sur les potentialités de ces technologies de l'information et de la communication, au point qu'Armand Mattelart s'autorise finalement à parler à leur sujet de « *l'éternel promesse des paradis de la communication* » (Mattelart, 1995). Depuis 1900, l'Europe est ainsi alertée à l'occasion de l'*Exposition universelle* de Paris sur les potentialités du cinématographe « *contre la pauvreté et la guerre* », développées par le romancier états-unien Jack London (London). Désormais, le message gagne toute l'Europe avec les travaux du sociologue écossais Patrick Gueddes, qui investit l'électricité de ce même pouvoir de renouveler le mandat impératif, à partir duquel le représentant du peuple est relié au citoyen qui l'a élu. Et rapidement, l'Europe poursuit son délire utopique en investissant cette fois la Radio et la Télévision (Carey).

L'appellation *Société de la communication* (ou encore *Société de l'information*, ce qui témoigne du flou constitutif de la notion), est convoquée depuis le milieu du XX^e siècle. Le mathématicien états-unien Norbert Wiener (1894-1964) est réputé père de la cybernétique et créateur du terme *Société de l'information*. Les réseaux informatiques se présentent alors comme autant d'opportunités pour éviter que la Barbarie, que l'Europe vient de vivre, ne se reproduise. Albert Arnold Gore Jr prépare le G7, bientôt G8, à adopter les *autoroutes de l'information* en 1992. Finalement, Manuel Castells parle d'une nouvelle ère, celle de l'information, qui aurait succédé à l'ère industrielle, une référence plus pertinente désormais pour penser le changement social. Le nouveau siècle devrait ainsi être celui de la « *société de l'information et de la communication* ».

En 2003, puis 2005, l'UNESCO consacre à son tour le terme. Depuis son acte de naissance, l'institution internationale avait déjà investi la radio, le cinéma et la télévision en tant que ressources, pour enraciner profondément le respect mutuel des peuples dans le monde. Une meilleure compréhension était en effet attendue entre les peuples à partir de la présentation de leurs qualités communes dans les médias (Wilson : 286). Près de soixante ans après, l'UNESCO consacre son sommet mondial à Genève en 2003, puis à Tunis en 2005 sous le titre *La société de l'information*, sans aucun point d'interrogation à la fin du groupement nominal. À partir de cette reconnaissance, l'UNESCO semble confirmer la convergence entre *Citoyenneté*, *Globalisation* et *Communication*, invitant les représentants des états, aussi bien que les organisations non-gouvernementales et les firmes transnationales, à se comporter en acteurs dynamiques de cette nouvelle ère.

Mais sur le plan théorique, la référence à la *société de l'information* se présente profondément discutable - et de fait, elle se retrouve radicalement discutée - dans la période contemporaine. Au même titre que *Globalisation* et *Citoyenneté*.

II – *Citoyenneté, globalisation, communication* : les critiques contemporaines

La critique est caractéristique de ces vingt dernières années, relative à la *Globalisation* et la *société de l'information*. L'apparente dimension consensuelle de ces deux termes masque la réalité des luttes de pouvoir (des nations dominantes comme des majors dominants dans le secteur des sociétés privées, pour ne pas parler des théories dominantes). En particulier, le pouvoir économique se révèle cyniquement et majoritairement, sinon exclusivement, mobilisé pour ses seuls intérêts. Il peut être analysé dans son implacable force d'écrasement de tout ce qui, et de tous ceux qui se présenteraient sur son chemin : peuples, cultures, nations, concurrents... Pour ce, il se montre capable de mobiliser aussi bien des ressources *hard* (délocalisations brutales, quelles qu'en soient les conséquences sociales ; chantage au départ en tant que contributeur financier au sein des projets internationaux pour le développement ; conflit armé, si nécessaire), que des ressources *soft* (lobbying, journalisme embarqué, pressions sur les recherches scientifiques pour imposer de prétendus concepts, des théories discutables, ou des pseudo paradigmes). Est ainsi retenue la lecture sélective des principes du droit international, illustrée par l'interprétation de l'article 51 des accords de Genève de 1951 sur la Paix en Indochine, pour en élargir la référence tronquée à la protection systématique des intérêts états-uniens (Chomsky, Clark et Saïd : 41-47).

Ainsi, *Globalisation* est très rapidement contesté, d'abord parce que la convocation piétine singulièrement les cultures locales et régionales.

***Glocalisation*, nouveau concept-clé depuis les années 80**

Paradoxe de l'Histoire, l'industrie cinématographique états-unienne peut susciter le fantasme du rêve hollywoodien auprès d'admirateurs européens. Mais pendant le *plan Marshall*, les pays européens avaient déjà tenté de filtrer l'invasion des produits issus des industries culturelles états-uniennes. La France s'était sans doute présentée comme le pays le plus réactif, obtenant même avec l'*accord Byrnes-Bloom* la mise en place d'une protection sous forme de définition de quotas, au profit de ses propres productions nationales. Mais de la même façon que pour les autorités britanniques, le projet français de taxation des films étrangers avait été finalement rejeté, sous la pression du boycott conduit par les majors états-uniens. Dans les années quatre-vingts, les gouvernements socialistes français avaient une fois de plus tenté d'imposer l'*exception culturelle*.

Précisément, la contestation culturelle avait constitué une des spécificités des débats des années cinquante aux années quatre-vingts, pour un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication*. Les théoriciens issus des colonies, les Aimé Césaire, Frantz Fanon, Albert Memmi... avaient préparé la réhabilitation des cultures locales, légitimés en cela par les démarches critiques de l'anthropologie structurale et la stigmatisation du *néocolonialisme* élargi aux Etats-Unis par Jean-Paul Sartre (Sartre). Les auteurs prirent alors l'habitude de parler avec de nouveaux concepts : l'*impérialisme culturel*, l'*aliénation*, la *dépendance*. Formalisé dans ces années soixante-dix par Herbert Schiller, le concept d'*impérialisme culturel* étend la critique contre la domination du Sud par le Nord (Schiller, Boyd-Barrett). Tentant une synthèse entre Freud et Marx, Herbert Marcuse avait réhabilité le concept d'*aliénation* pour expliquer le rôle majeur des médias sur la volonté des peuples, embrigadés aussi bien en tant

que producteurs que consommateurs des biens marchands (Marcuse). Pour une part, ce basculement intellectuel légitimait alors la demande des représentants des pays Non-alignés – que l'UNESCO accueillait dans ces années soixante-dix – pour la mise en place d'un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication*, justifié par la révélation de l'actuelle « *circulation de l'information mondiale à sens unique* » (Nordenstreng). Ainsi, depuis cette période, une violente contestation s'était infiltrée au sein de l'UNESCO, portée par des acteurs sociaux en faveur d'une régulation. Dans le même temps, des pays européens tentaient de protéger leur espace culturel, appelant de la même façon leur état national à exercer un rôle plus appuyé de régulation. C'est dans cette dynamique qu'il convient d'analyser le plaidoyer de l'époque du ministre française de la culture, Jack Lang, pour que soit reconnue « *l'exception culturelle de la France* ».

La réaction ne s'est fait attendre sur le plan théorique : pour les auteurs libéraux, penser *global* et agir *local* devient désormais le leit-motiv de la firme, qui, accélérant ainsi son développement transnational, devient aussi du même coup le meilleur promoteur en actes de la diversité culturelle (Bouchet : 68-84). Hollywood est ainsi disculpée, travaillant à l'expression des aborigènes australiens de manière plus efficace que l'état australien (Fiske). *Glocalisation* est né.

Appliquée au champ de la communication, le terme *Glocalisation* est ainsi introduit par les travaux des *Cultural studies* – les travaux de John Fiske correspondent à cette inscription théorique. Ces travaux des *Cultural studies* commencent au Royaume-Uni dans les années soixante, avant de s'expatrier aux Etats-Unis. Leur démonstration principale concerne la réception, qu'ils révèlent capable de décoder/ré-encoder le message hégémonique des médias dominants du Nord (par exemple des télévisions transnationales), à la lumière de leurs propres valeurs et référents culturels (Gripsrud ; Morley ; Hall).

La *dérégulation* devient également un concept central depuis les années quatre-vingts. Les acteurs sociaux en sont devenus de plus en plus convaincus, s'agissant tout particulièrement du secteur des *Télécommunications et des Médias* : pour affronter la compétition internationale, la médiation de l'État doit disparaître. Au milieu des années quatre-vingts, les Etats-Unis et le Royaume-Uni avaient finalement accusé l'UNESCO d'avoir autorisé l'instrumentalisation des discours et des représentations par l'idéologie totalitaire portée par l'Union Soviétique, masquée derrière la revendication des Non-alignés. Les deux représentations diplomatiques avaient ainsi justifié leur départ de l'organisation internationale. Ainsi, aussi bien pour être compétitif sur la *global marketplace* que pour ouvrir à la diversité culturelle, une *libre circulation de la communication* s'imposait. Pionnière au milieu des années soixante-dix d'un vaste mouvement de dérégulation, l'Italie avait déclaré illégal le monopole public sur la télévision. Et en 1984, Ronald Reagan avait ouvert les médias à la compétition dans la même dynamique, accélérant de fait le phénomène des méga-concentrations dans le domaine.

Depuis, plusieurs auteurs assument aujourd'hui le renouveau théorique et la nouvelle convergence entre *Management, Cultural studies, Postmodernisme et Hybridation*. Pour élargir leur audience, les entreprises de communication, comme les autres, deviennent décentralisées, hybrides, dégagées de toute tutelle de l'état et multilingues. À partir d'*El Globo* au Brésil et *Teleglobo* au Mexique, l'*économie-monde* continue à irradier depuis le *Centre* du système, mais les dominations sont analysées comme temporaires (De Sola Pool : 212-213). À la même période, les sciences humaines et sociales progressent, prolongeant la

réflexion autour du caractère éminemment actif de la réception et intégrant parallèlement le concept d'*hybridation*. Volontaires ou imposés, les phénomènes migratoires conduisent à considérer l'*Homme interstitiel*, dont l'identité individuelle est de façon permanente reconstruite au-delà des frontières, structures et standards (Appadurai).

La convergence concerne également le rôle attribué aux technologies de l'information et de la communication. Aujourd'hui, le stade du *capitalisme informationnel* étant atteint, le contrôle de ces technologies de l'information et de la communication est devenu essentiel pour le développement de toute entité : développée ou sous-développée ; économique, politique ou culturelle (Castells). En particulier, Internet agit aussi bien pour le déploiement de l'information et de la connaissance que pour renouveler les modes d'organisation et de management, hors des structures pyramidales et autoritaires. Internet renouvelle le savoir et le pouvoir. Instrument d'une citoyenneté renouvelée, le *réseau des réseaux* réalise finalement ce rêve de la *communauté des égaux* et ouvre au développement de chacun : citoyens, peuples et sociétés humaines, comme le recommandent désormais les consultants internationaux, en particulier pour l'Afrique et Madagascar (Ngouem).

Pourtant, dans le même temps, une pensée critique continue son travail de déconstruction : l'image consensuelle ainsi dessinée néglige singulièrement les rapports de force et les luttes de pouvoir, toujours actifs derrière la convocation magique des technologies de l'information et de la communication.

L'école des *industries culturelles* et les sciences de l'information et de la communication : une critique radicale de la *société de l'information* et du *journalisme citoyen*

La critique de l'*American way of life* n'avait pas été qu'une réaction nationaliste dans les années cinquante : par exemple, Jacques Ellul protestait déjà contre le *bluff technologique* et le risque des *propagandes* (Ellul, 1959 et Ellul, 1988). De la même façon, la critique des représentants des pays Non-alignés des années soixante-dix avait été trop rapidement esquivée, puis oubliée : elle n'avait pas réduit la lecture de la dépendance inégale à la négation des cultures, même si elle avait parfois abouti à une cartographie rigide et dichotomique des dominations. Le rappel est important, quand avec le nouveau siècle, la critique stigmatise aujourd'hui une *culturisation du politique*, comme le dénonce le philosophe et psychanalyste Slavoj Žižek (Žižek) : chacun avec cette chape théorique se retrouvant concentré sur la sauvegarde de son propre style de vie et son mode culturel spécifique, la contestation universelle se trouve détournée du social. Mais, sauf à se montrer naïf, le procès de réception ne peut plus être analysé de façon autonome (Garnham : 72-73). Le développement de l'information se déroule dans le cadre d'un marché mondial. Questionner la diversité culturelle suppose donc prendre en considération les tendances lourdes, inhérentes aux restructurations de l'économie mondiale : concentrations, financiarisations, menaces sur les contenus... (Mattelart et Neveu).

À la fin des années quatre-vingt-dix, les critiques se concentrent contre l'expression *Société de l'information*, dont elles dénoncent le déterminisme technologique. La *Société de l'information* ne répond à aucune de ses promesses : le cœur de cible pour la *glocal company* reste les marchés solvables. Ses positions se replient dans le nationalisme en contexte de crise (par exemple en cas de conflit, comme l'a montré l'engagement de *CNN International* lors de la

Première guerre du Golfe). Par ailleurs, la confusion est habilement entretenue - dénoncée en SIC - par les stratégies du capitalisme mondial, entre les *industries de la communication* et les *industries du contenu* (Bouquillion). Mais pour les ingénieurs et les financiers, ce qui compte principalement sont les tuyaux et les bénéfiques. Pas la production de sens et la *Connaissance* (Mattelart, 2000). L'habileté des théoriciens de la *société de l'information* en tant que pseudo-concept aura finalement été de pousser à faire valider une fausse correspondance entre, d'un côté, les besoins du capitalisme transnational de réduire le *Sujet* au statut de consommateur atomisé ; de l'autre, le désir *citoyen* de décentralisation en matière de production et de diffusion de l'information (Mattelart, Mattelart et Delcourt : 52 ; Mattelart, 2003).

Dans le même élan, de nombreux chercheurs en SIC dénoncent la « *communauté des égaux* » comme une imposture. Œuvrant au sein de *mega-mogol holdings* de communication, les mass médias ne débattent que des enjeux de surface, entre logique démocratique et logique totalitaire, opposant l'impératif d'émancipation des citoyens et les projets d'endoctrinement des cerveaux. Mais même là, les formes de l'échange, y compris militantes, ne sont pas déterminées par leur présence sur les interfaces numériques. Intrinsèquement, ils n'initient, ni même ne produisent, de la connaissance (à la fin des années soixante, Abraham Moles avait déjà parlé en termes de « *culture mosaïque* », pour stigmatiser les bribes d'un pseudo-savoir distillé par l'exposition aux médias sans plus de pré-requis conceptuels (Moles). La critique contemporaine agit dans le même sens, qu'il s'agisse de discuter des supposées nouvelles formes de management décentralisé offert par Internet pour les organisations, ou de l'impulsion du changement social (Granjon ; Flichy : 112).

L'imposture avait déjà été dénoncée au siècle dernier : « *La notion de COMMUNICATION est essentielle du Human ingeniering... Public relations et Human engeneering ne constituent pas un phénomène isolé dans la civilisation américaine. Ils sont la pointe avancée d'un grand mouvement qui affecte tous les aspects [...de la vie humaine]. La religion, l'art, la littérature, l'éducation, les relations sociales et familiales, l'amour et la vie sexuelle elle-même se placent sous le signe de ce faux sourire, de cette fausse bonne humeur, et de cette fausse démocratie si utile aux intérêts de conservation sociale [...]* une technologie sociale se cache derrière une apparence scientifique. » (Crozier : 71).

Notes

(1) Ce travail est issu de la conférence que nous avons prononcée en août 2010 à l'Université de Ljubljana en Slovénie et du chapitre d'ouvrage que nous avons rédigé sous le titre « *Citizenship, globalisation and communication : Meanings and theoretical stakes* », in Nico Carpentier, Ilija Tomanic Trivundž a, Pille Pruulmann-Vengerfeldt and alii (eds), 2010 : 109-120, *Media and communication studies : interventions and intersections. The researching and teaching communication series. The intellectual work of the 2010 ECREA European Media and Communication doctoral summer school*, Tartu, Tartu University Press. La réflexion est largement inspirée du compagnonnage intellectuel que nous avons développé aux côtés d'Armand Mattelart depuis le début des années 90.

(2) Cf. *Dictionnaire pratique et historique de la musique*, <http://dictionnaire.metronimo.com/index.php?a=term&d=1&t=3980>

(3) Cf. Laurent Tailhade, in *L'assiette au Beurre*, (131) 3 octobre 1903.

Références

- Appadurai, Arjun, 1996, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Bénéton, Philippe, 1975, *Histoire de mots. Culture et civilisation*, Paris: Presses de la FNSP (Travaux et recherches de sciences politiques), n° 35.
- Boorstin, Daniel J., 1976 : 64, "The Rhetoric of Democracy", *Advertising Age*, April 19th.
- Bouchet, Dominique, 1995 : 68-84, "Marketing and the redefinition of ethnicity", in Costa J. A. et Bamossy G. J., (Eds), *Marketing in a Multicultural World*, London : Sage.
- Bouquillion, Philippe, 2008, *Les industries de la culture et de la communication*, Grenoble : PUG ('Communication, Médias et Société').
- Boure, Robert, 2006 : 277-295, « L'histoire des sciences de l'information et de la communication. Entre gratuité et réflexivité », *Questions de communication*, n° 10 et Boure, Robert, 2007 : 257-288, « L'histoire des sciences de l'information et de la communication. Le cas des origines littéraires des SIC », *Questions de communication*, n° 11.
- Boyd-Barrett, Oliver, 1977 : 116-135, "Media imperialism: Towards an international framework for an analysis of media systems", in : Curran, J., Gurevitch, M., Woollacott, J. (eds), *Mass communication and society*, London : Edward Arnold.
- Brzejinski, Zbigniew, 1969, *Between Two Ages. Of America Role in the Technétronic Era*, New York : Viking Press.
- Carey, James W., 1981 : 162-178, "McLuhan and Mumford : The Roots of Modern Media Analysts ", *Journal of Communication*, vol. 31, no 3.
- Castells, Manuel, 1998, 1999, *L'ère de l'information*, 3 volumes. *La société en réseaux. Le pouvoir et l'identité. La fin du millénaire*, Paris : Fayard. Translations from Castells 1996, *The rise of the Network Society. The Information Age: Economy, Society and Culture*, Vol. I, Cambridge : Oxford, Blackwell. Castells, 1997, *The Power of Identity. The Information Age: Economy, Society and Culture*, Vol. II, Cambridge : Oxford, Blackwell. Castells, 1998, *End of Millenium. The Information Age: Economy, Society and Culture*, Vol. III, Cambridge : Oxford, Blackwell.
- Chomsky, Noam, Clark, Ramsey, Saïd, Edward W., *La loi du plus fort. Mise au pas des États voyous*, Paris : Le Serpent à plumes, 2002, translated from : Chomsky, Clark and Saïd, 1999, *Acts of aggression. Policing "rogue" states*, New-York : Open Media Pamphlet series and Seven Stories Press First edition.
- Crozier, Michel, 1951 : 71, "Human engineering", *Les Temps modernes*, n° 69.
- Debord, Guy, 1967, *La société du spectacle*, Paris : Buchet-Chastel. Trans. : Debord, 1995, *The Society of the Spectacle*, New York : Zone Books and Debord, 2004, *The Society of the Spectacle*, London : Rebel Press.
- De Sola Pool, Ithiel, 1990, *Technologies without Boundaries. On Telecommunications in a Global Age*, Cambridge : Harvard University Press.
- Ellul, Jacques, 1962, *Propagandes*, Paris : Armand Colin. Trans., *Propaganda : The Formation of Men's Attitudes*. Trans. Konrad Kellen & Jean Lerner. New York : Knopf, 1965. New York : Random House/ Vintage 1973.
- Ellul, Jacques, 1988, *Le Bluff technologique*, Paris : Hachette. Trans., *The Technological Society*. Trans. John Wilkinson. New York : Knopf, 1964. London : Jonathan Cape, 1965.
- Fiske, John, 1987 : 309, *Television culture*, London : Routledge.
- Flichy, Patrice, 1999 : 77-120, "Internet ou la communauté scientifique idéale", *Réseaux*, vol. 17, n° 97, Paris : CENT/Hermès.
- Fukuyama, Francis, 1993, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris : Flammarion. Translated from Fukuyama, 1992, *The End of History and the Last Man*, New York : The Free press.
- Garnham, Nicholas, 2000 : 55-91, "La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie", *Réseaux*, vol. 18, n°101, Paris : CENT/Hermès. Translated from Garnham, 2002, "Information Society as Theory or Ideology : A critical Perspective on Technology. Education and Employment in the Information Age", in Dutton, W. and Loader, B. (eds), *Digital Academe*, London : Routledge.
- Granjon, Fabien, 2001, *L'Internet Militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Rennes : Apogée (Coll. "Média et Nouvelles technologies").
- Gripsrud, Jostein, 1995, *The "Dynasty" Years. Hollywood Television and Critical Media Studies*, London : Routledge.
- Hall, Stuart, 1974. "The Television Discourse-Encoding and Decoding", *Studies in Culture: An Introductory Reader*, ed. Ann Gray and Jim McGuiga. And Stuart Hall & al. 1980. "Encoding/decoding." *Culture, Media, Language*, New York : Routledge.
- Jeanneret, Yves, 2001-2002 : 3-6, « Les sciences de l'information et de la communication : une discipline méconnue en charge d'enjeux cruciaux », *La lettre d'inforcom*, n° 60.

- Jennings, Laurence C., 2000, *French anti-slavery. The movement for the abolition of slavery in France, 1802-1848*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Kojève Alexandre, 1947, (seconde édition 2000 : 436), *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris : Gallimard. Trans.: Kojève, 1969, *The Reading of Hegel*, New York : Basic Books.
- Lasswell Harold D., 1948 : 37-51, "The structure and function of communication in society", in Lyman Bryson (ed.), *The Communication of Ideas*, New York : Harper and Bros. And Laswell, Harold D., 1948: 203-243, *The structure and function of communication and society : The communication of ideas*, New York : Institute for Religious and Social Studies.
- Lerner, Daniel, 1958, *The Passing of Traditional Society, Modernizing the Middle East*, New York : The Free press.
- Levitt, Theodor, 1983, *The Marketing Imagination*, New York : The Free Press.
- Levitt, Theodor, 1983, « The globalization of markets », *Harvard Business Review*, May-June.
- Lippman Walter, 1922, *Public Opinion*, London : Allen & Unwin.
- London, Jack, 1980, "Le message du cinéma", in *Profession écrivain*, Paris : 10/18, Union générale d'éditions.
- Marcuse, Herbert, 1964, *One-dimensional Man. Studies in the ideology of Advanced industrial society*, Boston : Beacon.
- Mattelart, Armand, Mattelart, Michèle, Delcourt, Xavier, 1984, *La culture contre la démocratie? L'audiovisuel à l'heure du transnational*, Paris : La Découverte (Coll. 'Cahiers Libres').
- Mattelart, Armand, 1995, "Nouvelles utopies, grandes inquiétudes. Une éternelle promesse : les paradis de la communication", *Le Monde Diplomatique*, novembre.
- Mattelart, Armand, 2000, "L'âge de l'information : genèse d'une application mal contrôlée", *Réseaux : Communication, technologie, société. Questionner la société de l'information*, (coordination: Bernard Miège), vol. 18, n° 101, Paris : Hermès Science Publications.
- Mattelart, Armand & Neveu, Érik, 2003, *Introduction aux cultural studies*, Paris : La découverte, (Coll. "Repères").
- Mattelart, Armand, 2003, *The Information Society : An Introduction*, London : Sage Publications.
- Mattelart, Armand, 2005, *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris : La Découverte (Coll. "Repères"). En version anglaise, Mattelart, Armand, 2005, "Cultural diversity belongs to us all Communication breeds Democracy", *Le Monde Diplomatique*.
- Minc, Alain & Nora, Simon, 1978, *L'informatisation de la société*, Paris : La Documentation française.
- Morley, David, 1996, *Television, Audiences and Cultural Studies*, London : Routledge.
- Moles, Abraham, 1967, *Sociodynamique de la culture*, Paris : La Haye, Mouton ; Transl. in English, Moles, 1974, *Culture's Sociodynamics*, Bucharest : Ed. Scientific (lire en anglais également, Abraham Moles, 1979 : 51-56, "A French point of view of the predominance of English", *International Journal of the Sociology of Language*, Volume 1979, Issue 22.
- Musso, Pierre, 2003, *Critique des réseaux*, Paris: PUF, 2003 (Coll. « La politique éclatée »).
- Ngouem, Alain-Claude, 2007, *Nouvelle donne du système mondial de l'information et redéfinition du développement en Afrique. Y-a-t-il déjà équilibre de flux d'information entre le centre et la périphérie ?* Paris : L'Harmattan.
- Nordenstreng, Kaarle, 1986, *The Mass Media Declaration of UNESCO*, Norwood, N.J. : Ablex Publishing Corporation.
- Nye, Joseph S, 1990, *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*, New York : Basic Books.
- Olivési, Stéphane, 2007, *Référence, déférence. Une sociologie de la citation*, Paris : L'Harmattan (Coll. "Communication et civilisation").
- Pollak Michael, 1979: 45-69, "Paul Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25.
- Rogers, Everett, 1962, *Diffusion of innovations*, Glencoe : The Free Press.
- Rogers, Everett, 1976: 213-240, "Communication and development: The passing of a dominant paradigm", *Communication Research*, vol. 3, n° 2.
- Rostow, Walt Whitman, 1960, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Sartre, Jean-Paul, 1964, *Situations, V. Colonialisme et néo-colonialisme*, Paris : Gallimard, 1964 (trans. Azzedine Haddour, Steve Brewer and Terry McWilliams, 2001, *Colonialism and Neocolonialism*, New York : Routledge).
- Schiller, Herbert I., 1976, *Communication and cultural domination*, New York : International Arts and Sciences Press.
- Valéry, Paul, 2000 : 405-414, "La crise de l'esprit", in: *Europes de l'antiquité au XX^e siècle*, Paris : Robert Laffont, Collection Bouquins. Précédemment édité par *La Nouvelle Revue Française*, mais

originellement publié en anglais sous le titre : "The Crisis of the Mind", 1919, *The Athenaeum*, London, April 11 (part 1) and May 2, (part 2).

- Wieviorka, Michel, Ohana, Jocelyne, 2001, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris : Balland, (Coll. "Voix et regards").
- Wilson Howard E., 1947 : 286, "L'éducation à la croisée des chemins", *Les conférences de l'Unesco*, Paris, Fontaine. Et Wilson's first Unesco seminar, "An experiment in education for international understanding", *Report submitted by Howard E. Wilson to the Director-General of Unesco*, 1947, Unesco document SEM/25/ED.
- Žižek, Slavoj, 2004, *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Paris : Climats.